

PREFECTURE DE LA REGION NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nord – Pas-de-Calais

Prouvy, le 1er septembre 2009

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

(pour présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des
Risques Sanitaires et Technologiques)

EQUIPE : *V2*
N° GIDIC : *070.01055*
Assujettissement TGAP : *non*
Type d'établissement : *PN/IPPC*

OBJET : SEVELNORD S.A. à LIEU-ST-AMAND.
Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

REF. : Arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 1993 modifié.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

I – OBJET :

Suite à l'adoption de la directive cadre sur l'eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Dans la région Nord – Pas-de-Calais, la première phase de cette action nationale (en application de la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002) a été menée entre 2002 et 2007 auprès de 240 établissements, en vue d'acquérir ou approfondir la connaissance des rejets industriels de ces substances.

Après un travail de synthèse au niveau national mené avec l'Ineris, la circulaire du 05 janvier 2009 du Ministère chargé de l'Environnement engage la deuxième phase de l'action soit une action généralisée, mais déclinée sectoriellement, de surveillance et de quantification des flux de substances dangereuses déversées par les rejets aqueux des ICPE, couplée à une action consécutive ou conjointe de réduction des rejets.

Les établissements concernés en priorité sont ceux relevant de la circulaire IPPC, où ceux identifiés comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

A ce titre, la société SEVELNORD est concernée.

Sevelnord_Lieu-St-Amand_RapportCoderst_070.01055_01092009

II – RENSEIGNEMENTS GENERAUX :

- Raison sociale : SEVELNORD SA
- Siège social : 75, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS
- Adresse de l'établissement : Centre de production de Lieu-Saint-Amand et Hordain
BP 10 - 59111 LIEU-SAINT-AMAND
- Téléphone : 03.27.22.60.00
- N° SIRET : 351 005 582 000 25
- Code APE : 341 Z
- Effectif : 3550 (en 2008)
- Activité : Construction automobile

III – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT :

3.1. – Activités

SEVELNORD S.A. est une société d'assemblage automobile, filiale commune à 50 % de PSA et FIAT. L'usine est implantée à Lieu-Saint-Amand, sur un terrain de 160 ha dont 21,5 ha bâtis.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- l'atelier "Ferrage" pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées ;
- l'atelier "Peinture" pour les opérations de protection et de revêtement des caisses ;
- l'atelier "Montage" pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

Le site est certifié ISO 14001 depuis 2000.

La capacité de production de SEVELNORD est de l'ordre de 800 véhicules par jour : monospaces et utilitaires pour les marques CITROEN, FIAT, LANCIA et PEUGEOT.

En 2008, la production était de 149 380 véhicules.

3.2 – Aspect eau

L'eau utilisée par l'entreprise provient :

- du réseau de distribution publique pour les besoins domestiques (32 900 m³ en 2008),
- de 2 forages pour les besoins du process (280 500 m³ en 2008).

Les eaux provenant des lavages des sols des ateliers, du traitement de surface et des installations de peinture sont traitées dans la station physico-chimique interne au site.

L'ensemble des eaux résiduelles (éluats de déminéralisation, eaux vannes, eaux issues du traitement physico-chimique) est ensuite rejeté au canal de l'Escaut via la station d'épuration biologique de Roeulx.

IV – SITUATION ADMINISTRATIVE :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 Janvier 1993 modifié par les arrêtés complémentaires des 4 décembre 2002, 02 février 2006 et 24 mai 2007.

V – PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE :

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport fixe la liste des substances qui doivent faire l'objet d'une première phase de surveillance sur une durée de six mois, dans les eaux rejetées par la société SEVELNORD à LIEU-ST-AMAND, afin de vérifier leur présence et de la quantifier le cas échéant.

Cette liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau dans laquelle s'effectue in fine le rejet des eaux,
- des résultats de la première phase de l'action RSDE.

Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée. Des actions de réduction voire de suppression des rejets de substances dangereuses pourront être imposées.

VI – SUITES PROPOSEES :

Nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord d'imposer à l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, les prescriptions reprises dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

Ce projet a été transmis à l'exploitant qui n'a pas formulé d'observation.

L'Inspecteur des Installations Classées,
Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques
Prouvy, le 17 septembre 2009
Le Chef d'Unité

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Nord
Cité Administrative
59011 LILLE CEDEX pour passage en CODERST
- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DAGE/3^{ème} bureau
12 et 14 rue Jean Sans Peur
59039 LILLE CEDEX

Douai, le
Pour le Directeur et par délégation
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques